



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.5/45/L.7
13 décembre 1990
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 118 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991

Conditions d'emploi et rémunération des personnes n'ayant pas
la qualité de fonctionnaire du Secrétariat

Membres de la Cour internationale de Justice

Projet de résolution présenté par le Président

Emoluments, régime des pensions et conditions d'emploi
des membres de la Cour internationale de Justice

A

EMOLUMENTS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 31/204 du 22 décembre 1976, 35/220 A du 17 décembre 1980, 40/257 du 18 décembre 1985 et 43/217 du 21 décembre 1988, relatives aux émoluments des membres de la Cour internationale de Justice,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général 1/ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 2/,

1. Décide que, avec effet au 1er janvier 1991, le traitement annuel des membres de la Cour internationale de Justice est fixé à 145 000 dollars;

1/ A/C.5/45/44.

2/ A/45/7/Add.10.

2. Décide également que les juges ad hoc visés à l'article 31 du Statut de la Cour internationale de Justice continueront de recevoir pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions un trois cent soixante-cinquième du traitement annuel versé à la date considérée à un membre de la Cour,

3. Décide aussi qu'entre les révisions périodiques, le système de rémunération plancher et plafond entré en vigueur en application de la résolution 43/217 continuera d'être appliqué, conformément aux recommandations formulées aux paragraphes 8 à 11 du rapport du Comité administratif pour les questions administratives et budgétaires 3/;

4. Décide en outre que les émoluments et autres conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice seront réexaminés au cours de sa quarante-huitième session.

B

REGIME DES PENSIONS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1562 (XV) du 18 décembre 1960, 1925 (XVIII) du 11 décembre 1963, 2367 (XXII) du 19 décembre 1967, 2890 A (XXVI) du 22 décembre 1971, 3193 A (XXVIII) du 18 décembre 1973, 3537 A (XXX) du 17 décembre 1975, 38/239 du 20 décembre 1983 et 40/257 du 18 décembre 1985, relatives au régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général 1/ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 2/,

1. Décide que, avec effet au 1er janvier 1991, la pension d'un membre de la Cour internationale de Justice ayant exercé ses fonctions pendant un mandat complet de neuf ans sera égale à 50 000 dollars par an et que la pension complémentaire d'un membre de la Cour ayant été réélu sera augmentée de 250 dollars par mois de service, le montant maximum de sa pension étant de 75 000 dollars par an;

2. Décide aussi que, avec effet au 1er janvier 1991, et nonobstant toute disposition contraire du règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice, la valeur annuelle de toutes les pensions servies au 31 décembre 1990, y compris les pensions de tous membres de la Cour qui auront pris leur retraite à cette date ou avant cette date, sera augmentée de 22 %;

3. Décide en outre que la pension des membres de la Cour internationale de Justice sera réexaminée en même temps que leur traitement annuel;

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément No 7 (A/43/7 et Add.1 à 13), document A/43/7/Add.6.

4. Approuve les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatives aux modifications du règlement régissant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice découlant de la recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe 15 de son rapport.

C

CONDITIONS D'EMPLOI

L'Assemblée générale,

Rappelant la section XIV de sa résolution 37/237 du 21 décembre 1982, la section XVII de sa résolution 38/234 du 20 décembre 1983 et la section V de sa résolution 39/236 du 18 décembre 1984, relatives aux conditions d'emploi et à la rémunération de personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat, ainsi que ses résolutions 40/257 du 18 décembre 1985 et 43/226 du 21 décembre 1988,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général 1/ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 2/.

1. Décide que, avec effet au 1er janvier 1991, le Président et les membres de la Cour internationale de Justice qui ont établi leur résidence principale à La Haye seront remboursés, jusqu'à concurrence de 6 750 dollars par année scolaire, des frais de scolarité effectivement engagés pour chacun de leurs enfants jusqu'à l'obtention du premier diplôme reconnu, ainsi que des frais de voyage connexes, une fois par an pour chaque enfant, entre le lieu où se trouve l'établissement d'enseignement, s'il est situé ailleurs qu'aux Pays-Bas, et La Haye;

2. Décide aussi que, avec effet au 1er janvier 1991, les membres de la Cour internationale de Justice qui ont établi leur résidence principale à La Haye seront effectivement remboursés, jusqu'à concurrence de 9 000 dollars par année scolaire, des frais de scolarité effectivement engagés pour chaque enfant handicapé jusqu'à l'obtention du premier diplôme reconnu, ainsi que des frais de voyage connexes, une fois par an, pour chaque enfant, entre le lieu où se trouve l'établissement d'enseignement, s'il est situé ailleurs qu'aux Pays-Bas, et La Haye;

3. Décide en outre que le bénéfice de toute augmentation de l'indemnité pour frais d'études - y compris l'indemnité versée pour les enfants handicapés - accordée par l'Assemblée générale aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur au cours de sa quarante-cinquième session sera étendu aux membres de la Cour internationale de Justice.
